

La Ferme France : *Fluctuat Nec Mergitur* ?

CERCLE ORION

En ce début février 2023, alors que la principale préoccupation politique du moment tourne autour de la réforme des retraites, une autre manifestation a lieu en plein centre de Paris à l'appel de la FNSEA, c'est celle des agriculteurs, trop souvent oubliés médiatiquement dans leurs revendications. Il s'agit pourtant d'un secteur qui est à la fois symbole de la réussite française à travers le monde, mais surtout d'un domaine on ne peut plus stratégique, puisque vital, pour notre pays. A l'heure où la France découvre brutalement sa grande vulnérabilité vis-à-vis de sa dépendance en matière d'approvisionnements stratégiques, qu'il s'agisse de la santé ou même de l'énergie, qu'en est-il de l'état de la Ferme France ?

Par Jonathan GALBRUN

AXE PHARE "TRANSITION ECOLOGIQUE & TERRITOIRES"

L'Agriculture française cruciale et symbole de la grandeur de la France...

La balance commerciale de la France en 2022 détient le triste record du plus grand déficit jamais enregistré à -163,6 milliards d'euros, soit le double du précédent record. Le coût de la facture énergétique est la cause majeure de ce déséquilibre en 2022, mais quelques secteurs tiennent bons néanmoins dans cet environnement chaotique. Heureusement le solde agricole résiste et a même bénéficié de cette période en atteignant +4,8 milliards d'euros d'excédent, soit 2,5 fois plus que sa moyenne entre 2000 et 2021.

Les produits issus de l'agriculture et de l'agroalimentaire constituent en effet le troisième poste d'excédent commercial de la France, derrière le secteur aéronautique et spatial, et les produits chimiques, cosmétiques et parfums, et devant les produits pharmaceutiques. Depuis le milieu des années 70, la France n'a pas enregistré un seul déficit de ses échanges internationaux dans ces secteurs.

En revanche, comme le souligne le Haut-Commissariat au Plan dans son rapport « L'Agriculture : enjeu de reconquête » du 9 juillet 2021, la contribution de l'agriculture à la valeur ajoutée de l'économie française est de plus en plus modeste : elle est passée de plus de 18% au début des années 50 à 1,8% en 2019, et cette part atteint presque 4% si on y ajoute les industries agroalimentaires. Un peu plus de 400 000 exploitations agricoles parsèment la France, plus de deux fois moins qu'à la fin des années 80. L'agriculture continue cependant d'être un secteur étendard de l'économie et du rayonnement de la France.

Ce magnifique bastion français est en fait plutôt un colosse aux pieds d'argile qu'une Ferme France en bonne santé. En effet les agriculteurs revendiquent depuis plusieurs années déjà un meilleur traitement et de meilleures conditions de travail, faisant face eux aussi à une difficulté pour recruter de la main d'œuvre, ainsi que le désintérêt des plus jeunes

générations pour ce secteur pourtant noble pour une économie et une nation digne de ce nom.

Dans son rapport de 2021, le Haut-Commissariat au Plan le rappelle : « *Alors qu'on observe une variabilité très forte des revenus parmi les actifs agricoles, en fonction des années et des types de production, on peut rappeler que, toutes productions confondues, les exploitants agricoles ont en moyenne enregistré un revenu net imposable mensuel moyen de 1 390 euros en 2017. Et près d'un agriculteur sur cinq n'a pas pu se verser un revenu en 2017.* »

...L'Agriculture selon l'Europe : entre le marteau et l'enclume...

Une fois n'est pas coutume, voilà un autre secteur stratégique devenu petit à petit administré voire, « sur-administré » par l'Union Européenne.

En effet, la mise en œuvre par l'Union européenne à partir de 1992 des « aides compensatoires » à la baisse des prix agricoles a créé une dépendance aux aides directes de la PAC, dont le montant s'établit à un peu plus de 9 milliards d'euros par an pour la France. Elles représentent en moyenne 100% du revenu courant avant impôt des agriculteurs, signe supplémentaire de l'insuffisance des prix payés aux producteurs agricoles.

Dans cette période, la France devient la première puissance agricole européenne et une puissance exportatrice de classe mondiale. Mais on peut observer une érosion de cette puissance depuis le début des années 2000, mettant en lumière certaines vulnérabilités, voire des dépendances.

En effet, les mêmes causes produisent les mêmes effets généralement : lorsque l'Europe décide de mettre en place une concurrence débridée au sein de son marché commun, sans prendre en considération néanmoins les différences de normes sociales, environnementales ou même sanitaires, la perte de compétitivité de la France, toujours pondérée par ses coûts plus élevés pour financer son modèle sociétal et avec souvent plus de contraintes

d'exploitation, se matérialise, lentement mais sûrement, une fois encore...

Curieusement, donc, même si en 2019, les exportations françaises étaient dirigées à 62% vers l'Union européenne, et bien que la France soit perçue comme un géant européen de l'agriculture et de l'agroalimentaire, notre balance commerciale est toutefois déficitaire avec les marchés de l'UE à hauteur de 0,9 milliard d'euros et se dégrade depuis quelques années tous produits confondus.

De plus, si seulement la concurrence déloyale ne venait que des autres pays membres de l'Union Européenne en matière agricole, mais souvenons-nous de ce tant débattu Accord économique et commercial global avec le Canada (CETA, selon l'acronyme anglais), finalisé en septembre 2014 qui était le plus important jamais conclu en termes de libéralisation des marchés : outre les dispositions relatives à la suppression de « barrières non tarifaires » (nos normes et réglementations spécifiques), il impliquait la suppression immédiate de 92.2% des droits de douanes agricoles.

Pour redresser le navire, il faut reprendre la barre...

C'est pourquoi nous devons avoir en tête un impératif stratégique, c'est de garantir aux producteurs agricoles français l'équité et la loyauté de la concurrence. Et cela se formule simplement : les exigences, les impératifs, les normes qui sont imposés aux producteurs français ne peuvent pas être ignorés lorsqu'il s'agit d'importations des produits qui concurrencent nos productions. On pense aux normes en matière de respect de la modération des intrants parfois des interdictions extrêmement sévères de produits phytosanitaires... La consommation d'engrais minéraux, à base d'azote, de phosphore ou de potasse, a par exemple baissé en France depuis 30 ans. Il en est de même pour les pesticides, ce qui n'est pas le cas par exemple en Allemagne, en Espagne ou en Pologne.

FranceAgriMer vient de publier un long rapport ayant pour objectif de « caractériser et comprendre la dégradation du solde commercial et l'érosion de la compétitivité des filières agricoles

et agroalimentaires françaises ces dix dernières années ». Les facteurs les plus souvent invoqués pour expliquer ce manque de compétitivité, qui serait à l'origine de 70% de l'érosion de nos parts de marchés, sont liés aux coûts de production :

- le coût du travail dans l'industrie agro-alimentaire est plus élevé en France et a augmenté plus vite (+58% sur la période 2000-2017) qu'en Allemagne par exemple (+34% sur la même période) ;
- la stagnation du taux d'investissement des entreprises agroalimentaires (autour de 13,5% depuis 2000, alors que le taux d'investissement en Allemagne atteint 16%), à mettre en parallèle avec la dégradation des taux de marge (passés de 5,4% à 4,6% de en France de 2011 à 2018, contre de 5,6 % à 6,7 % pour l'Allemagne) ;
- le niveau élevé de la fiscalité sur la production (3,2% du PIB en France contre 1,6% en moyenne dans les autres pays de l'UE en 2017) et le nombre important de taxes et redevances ;
- des réglementations environnementales souvent perçues par les producteurs français comme plus contraignantes par rapport à celles qui existent chez nos concurrents européens.

Lorsqu'on se concentre en effet sur cette performance du secteur agricole français, nous comprenons que le syndrome est très proche de bien d'autres secteurs : autoriser une concurrence entre des pays ou des zones n'ayant pas du tout les mêmes standards sociaux et environnementaux est délétère.

Ainsi, la France, bien que parmi les meilleurs élèves de l'Europe sur ce secteur, voit ses agriculteurs et ce tissu se paupériser, tout en nous laissant face à des dépendances vis-à-vis d'approvisionnements étrangers, sans pouvoir reprendre le contrôle tant que le modèle de libre-échange asphyxie l'économie agricole française. ■

Nos recommandations

pour retrouver une filière agricole française vertueuse et au service de la souveraineté de la France en matière alimentaire

Pour une prise en considération des différences de standards économiques et environnementaux dans la mise en concurrence des produits agricoles

Pour une politique stratégique ambitieuse en matière agricole visant à diversifier ses activités et ainsi renforcer son indépendance sur le long-terme